



ASSEMBLÉE NATIONALE

13ème législature

annuités liquidables

Question écrite n° 58545

Texte de la question

M. Jacques Remiller appelle l'attention de M. le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville sur les dispositions applicables aux parents qui ont élevé un ou plusieurs enfants. Au nom de l'égalité homme-femme, la Cour de cassation a décidé, en février dernier, d'accorder à un homme les avantages des mères de familles sur leur cotisation retraite. Ces dernières bénéficient en effet d'une réduction de huit trimestres de cotisation maximum par enfants, pour bénéficier d'une retraite à taux plein. Dans le système actuel, à la naissance de chacun de ses enfants, une mère bénéficie d'un trimestre de réduction. Ce dernier peut se cumuler à un autre trimestre à chaque anniversaire de chaque enfant, dans la limite de huit trimestres. Il n'est pas nécessaire de s'arrêter de travailler pour en bénéficier. En cette période de crise, les femmes sont une fois de plus menacées, car ces avantages remis en cause ne font que rééquilibrer en partie l'inégalité homme-femme. En effet, les femmes perçoivent toujours des salaires de 25 % inférieurs à ceux des hommes pour un même travail et, une fois à la retraite, des pensions souvent inférieures de moitié. Par conséquent, il souhaite savoir ce que le Gouvernement entend mettre en oeuvre pour préserver cet aspect essentiel de notre politique familiale.

Texte de la réponse

La Cour de cassation a, par une décision du 19 février 2009, déclaré la majoration de durée d'assurance dont bénéficient les femmes affiliées au régime général pour le calcul de leur retraite, en sa forme actuelle, incompatible avec les stipulations de l'article 14 de la convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme (CEDH). Une évolution de ce dispositif est donc nécessaire, qui doit s'effectuer dans le respect des trois objectifs suivants : le respect des obligations juridiques découlant de la CEDH ; la préservation d'un avantage de retraite pour les femmes, destiné à compenser l'impact sur leur carrière de l'accouchement et de l'éducation des enfants ; la préservation des finances de la branche retraite. Le Gouvernement a choisi d'agir rapidement pour sauvegarder le dispositif de majoration de durée d'assurance. Ce choix rejoint la préoccupation des partenaires sociaux qui se sont majoritairement prononcés en faveur de l'évolution du dispositif au sein du conseil d'administration de la Caisse nationale d'assurance vieillesse (CNAV). La majoration de durée d'assurance de deux ans sera donc sauvegardée. Le nouveau dispositif, qui figurera au sein du projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2010 reposera sur les principes suivants : une majoration de quatre trimestres sera accordée aux femmes au titre de la maternité ; une majoration de quatre trimestres, s'ajoutant à la précédente, sera accordée aux parents au titre de l'éducation de l'enfant. Cette majoration sera attribuée selon les règles suivantes : pour les enfants nés avant l'entrée en vigueur de la loi, elle reviendra en principe à la mère sauf si le père démontre avoir élevé seul l'enfant ; pour les enfants à naître, la majoration pourra être répartie entre les deux parents d'un commun accord. En cas de silence du couple, celui-ci sera réputé avoir opté pour leur attribution à la mère. Enfin, en cas de désaccord, elle sera attribuée à celui des deux parents ayant assuré effectivement l'éducation de l'enfant. En outre, une majoration spécifique de quatre trimestres sera accordée aux parents adoptant afin de maintenir pour eux également une majoration globale de huit trimestres. Ceci permettra aux parents adoptifs de bénéficier dans tous les cas de la totalité de la majoration alors que

celle-ci est dans certains cas diminuée aujourd'hui. Enfin, le ministre du travail, des relations sociales, de la famille, de la solidarité et de la ville a décidé d'étendre cette majoration aux régimes de retraite des professions libérales (CNAVPL) et des avocats (CNBF) qui auparavant n'en bénéficiaient pas.

Données clés

Auteur : [M. Jacques Remiller](#)

Circonscription : Isère (8^e circonscription) - Union pour un Mouvement Populaire

Type de question : Question écrite

Numéro de la question : 58545

Rubrique : Retraites : généralités

Ministère interrogé : Travail, relations sociales, famille, solidarité et ville

Ministère attributaire : Travail, relations sociales, famille, solidarité et ville

Date(s) clé(e)s

Question publiée le : 15 septembre 2009, page 8728

Réponse publiée le : 1er décembre 2009, page 11541